

De l'emploi pour deux générations

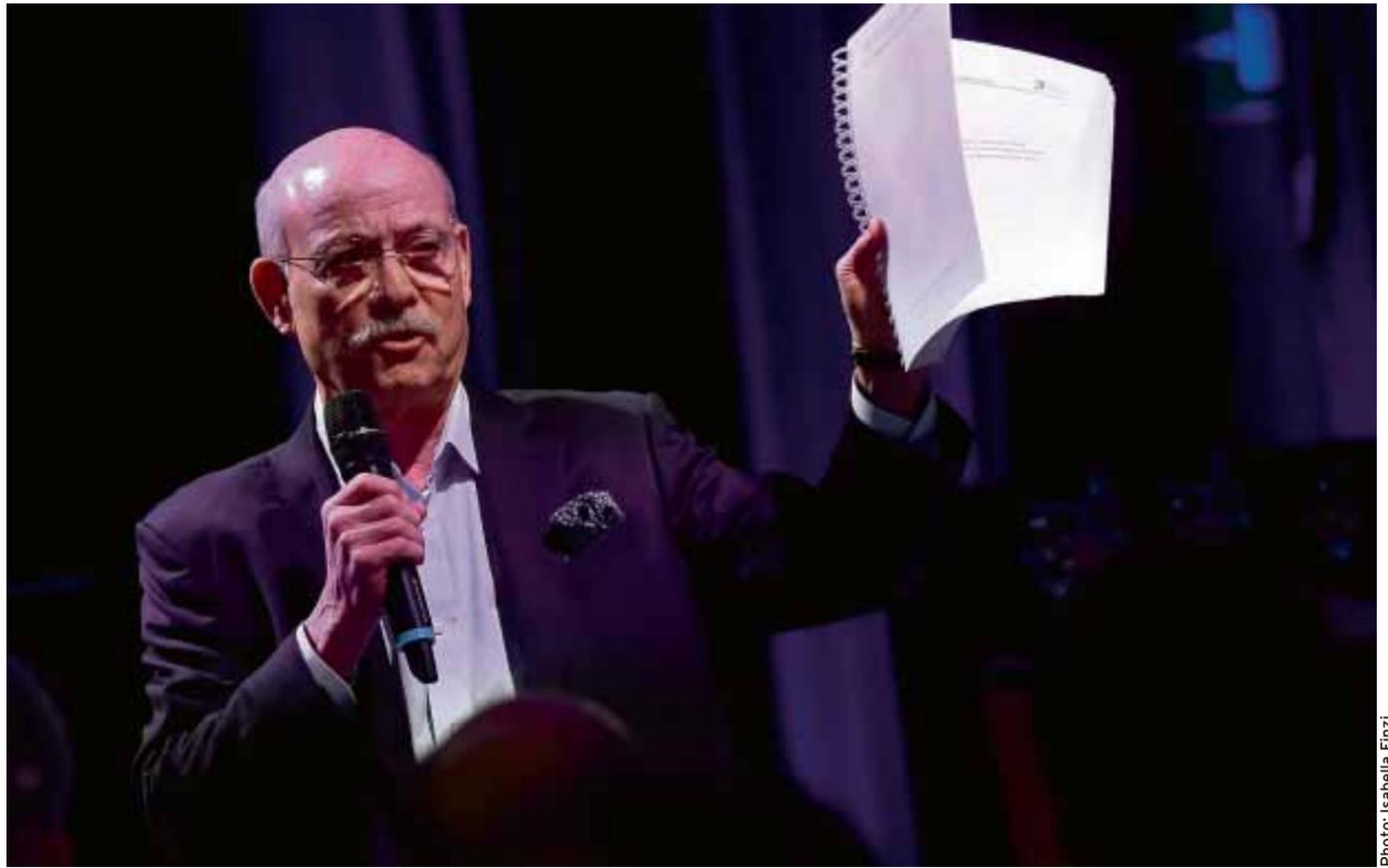
L'économiste Jeremy Rifkin a présenté les résultats de son étude

A en croire le gourou américain, négociateur rapidement le virage de la «3^e révolution industrielle» assurerait 40 ans de prospérité.

Ce n'est pas un plan quadridécennal, qu'il faudrait appliquer à marche forcée, dans un esprit directif, mais plutôt un catalogue d'ébauches de bonnes pratiques pour demain. L'étude dite «Rifkin» ou «Etude stratégique sur la troisième révolution industrielle» est sortie. Elle se veut être un acte fondateur, non un aboutissement.

Lancée en septembre 2015 à l'instigation du gouvernement luxembourgeois, elle compile en 475 pages le travail de 300 acteurs des milieux socio-économiques. L'Etat, commanditaire, se veut un simple facilitateur, l'idée étant que la société définisse elle-même son avenir. Avec un gros bémol: les syndicats ont été au final peu associés au processus «participatif». Le ministre de l'Economie, Etienne Schneider, entend les récupérer via le Conseil économique et social lors des discussions postérieures. Car la publication de l'étude n'est qu'un début. Si le Luxembourg veut adhérer aux principes qu'elle définit pour une économie décarbonée, dans le sillage de la COP21, il faudra une vraie feuille de route et des mesures législatives pour l'accompagner. Un débat à la Chambre des députés est d'ailleurs prévu.

L'hypothèse de travail retenue, c'est celle de la troisième révolution industrielle, chérie par Rifkin, qui voit l'avènement d'une économie réarticulée par la convergence des technologies de l'information et de la communication, de l'énergie et des transports au sein d'un réseau intelligent. Les énergies renouvelables sont au cœur du projet. La logique de décentralisation de toutes les productions et communications est centrale.



Lisez-le, parlons-en: Rifkin veut jouer la carte du consensus autour de sa troisième révolution industrielle

Avec ce document, le Luxembourg est le premier pays à avoir posé formellement les bases de la mutation de son économie. «Si on en reste au modèle actuel, on ne peut que constater, dans le monde, une baisse des produits intérieurs bruts et une augmentation du chômage, estime Jeremy Rifkin. C'est, en plus, un modèle qui accentue la concentration des richesses dans les mains d'un tout petit nombre, et qui laisse une grande partie de l'humanité avec seulement deux euros par jour pour subsister. Les hommes ne sont sur la planète que depuis 200.000 ans, et ils sont pourtant au bord de l'abysse. Si on ne réagit pas, si on ne se débarrasse pas des énergies fossiles qui causent le réchauffement climatique, c'est la fin.»

Les trois premiers facteurs dans les émissions de CO₂, ce sont les immeubles, les élevages bovins et les transports. Rifkin voit, pour le Luxembourg, un parc immobilier

totallement bouleversé dans les quatre prochaines décennies, chaque immeuble devant tendre vers l'autosuffisance en matière énergétique et constituer une station de recharge pour des véhicules, tous propres à cet horizon.

Pas un coût, un choix

La gestion intelligente de l'énergie, via un réseau internet dédié, c'est une des armes de cette révolution. Le ministre de l'Economie, Etienne Schneider, initiateur de l'étude, remarque que chaque année, 12 milliards d'euros d'énergie sont consommés au Luxembourg, en grande partie d'origine fossile. La réaffectation d'une partie de cette somme vers l'utilisation des énergies renouvelables n'est donc pas une aberration économique. «L'argent est partout, constate Rifkin. La clé, c'est la façon de l'utiliser. Il faut changer la hiérarchie des investissements. Les fonds européens,

d'ailleurs, ont déjà été réorientés, vers la communication numérique, l'électricité et les transports numériques, l'éducation et la santé. Plus question de subventionner n'importe quoi. Regardez Trump, avec son idée de réhabiliter le charbon. Cela ne se fera pas. L'énergie éolienne et l'énergie solaire sont gratuites. Il est plus rentable d'apprendre aux mineurs à fabriquer ou poser des panneaux solaires que de reprendre l'exploitation des mines.»

Les piliers de la nouvelle économie sont la baisse de la consommation, énergétique notamment, la traque des gaspillages, le partage, le recyclage. L'économie circulaire est centrale dans le plan luxembourgeois.

La technologie des communications aussi, «mais en tant que moyen, pas de fin. La qualité de la vie reste une priorité.»

L'étude Rifkin a, en définitive, coûté 425.000 euros au gouverne-

ment et à ses partenaires (dont la Chambre de commerce). «Elle vaut des millions, rien qu'en honoraires de consultants qui y ont contribué», affirme l'économiste américain qui ne cache pas qu'il aimerait utiliser le Luxembourg comme une base de lancement pour un grand projet à l'échelle de l'Europe, à laquelle il prodigue déjà ses conseils.

Si Rifkin peine à expliquer comment les richesses se redistribueront plus équitablement, si ce n'est par le recours accru à des modèles coopératifs non dépendants d'un grand opérateur (genre Uber ou Booking), il prédit que la mise en place de la nouvelle économie procurera de l'emploi à deux générations de Luxembourgeois, engagés dans le développement des réseaux intelligents, la transformation des transports et la mutation du parc immobilier.

THIERRY NELISSEN

A prendre ou à laisser

Le catalogue du «grand futur qualitatif»

Des idées, des questions et des débats en vue.

«Aujourd'hui, nous dévoilons les orientations. Tout va dépendre de la manière dont le pays s'empare de ces propositions pour les transformer en actions», résume Christian Scharff, président d'IMS (Inspiring more sustainability), partenaire actif de la réalisation de l'étude Rifkin. La réflexion s'est opérée autour de six piliers (énergie, mobilité, construction, alimentation, industrie, finance) et trois socles transversaux («smart economy», économie circulaire et «promoteur» et modèle social). Il s'agissait, pour chacune de ces matières, de dresser le cadastre et de fixer l'évolution souhaitable.

Par exemple, en matière d'énergie, où le pétrole intervient actuellement pour deux

tiers de la consommation, la voie vers le renouvelable (éolien, solaire, biomasse, géothermie...) est toute tracée. Et son corollaire, c'est qu'il faut assurer des transports propres, une bonne partie de cette énergie étant actuellement brûlée dans le transport par route, notamment pour le déplacement des frontaliers. «Mais cela nous obligera aussi à revoir la fiscalité, puisque le budget de l'Etat dépend beaucoup des carburants», note au passage Etienne Schneider, ministre de l'Economie.

En prenant brique par brique, l'idée était d'accoucher d'un catalogue de bonnes pratiques pour l'avenir, pas nécessairement plus chères que les mauvaises.

L'étude note, par exemple, que les besoins en construction resteront considérables dans les prochaines décennies, alors que le parc est actuellement constitué de 83% de

maisons unifamiliales. C'est une opportunité pour aller vers des constructions zéro énergie et des groupes de logements combinés à des bureaux ou des commerces, où la production et les échanges d'énergie seront optimisés. Nouvelles constructions et rénovations devront donc répondre à des normes exigeantes, ce qui est d'ailleurs en partie le cas aujourd'hui pour le neuf. C'est là que le rôle de l'Etat s'imposera pour légiférer, mais aussi promouvoir la recherche dans les nouvelles technologies.

Premières impulsions

Si l'étude donne l'impression, dans certaines matières, d'enfoncer les portes ouvertes, elle constitue au moins l'ébauche d'une grille globale, une check-list pour l'avenir. «Nous avons déjà des atouts, remarque Etienne Schneider: infrastructures, fibre optique, ré-

seaux d'énergie intelligents, réseau de bornes de chargement de véhicules... Nous posons des jalons pour le grand futur qualitatif du Luxembourg.»

Et pour imprimer une impulsion initiale, il annonce déjà neuf mesures concrètes reflétant les travaux de l'étude, dont la construction d'un internet national de l'énergie, la promotion de l'électromobilité, la mise en place progressive de la mobilité comme service, une feuille de route pour une production alimentaire durable, la réalisation d'un projet phare pour démontrer l'apport socio-économique des villes ou quartiers dits «smart».

Un comité national de suivi, sous la direction du ministre de l'Economie, assurera désormais la coordination du processus post-Rifkin.

T. N.